

Finances

● (2132)

[Français]

M. Eudore Allard (Rimouski): Monsieur le président, plus cela change, plus cela est pareil. Je me souviens que . . .

Une voix: The same old gang! In English, the same old gang!

M. Allard: The same old gang, yes! Notre dollar à ma connaissance a pris plusieurs refroidissements. Il s'agit de se rappeler les années 1962, 1968 et 1970, où le dollar a pris de gros rhumes également et les remèdes utilisés ont été passablement les mêmes que ceux d'aujourd'hui. On a tenté d'apporter les mêmes remèdes, il faudrait donc conclure que les mêmes causes dans le système actuel produisent les mêmes effets.

Monsieur le président, seul le gouvernement d'un pays peut faire les lois pour tous ses citoyens. La démocratie existe, et chaque citoyen de 18 ans ou plus représente une parcelle de l'autorité suprême du Canada, et c'est cela la vraie démocratie. L'inflation, le chômage et la pauvreté ne sont en somme que l'expression manifeste de la mauvaise répartition d'une magnifique production nationale de 190 milliards de dollars en 1977, soit une moyenne de \$8,300 par citoyen. Le déséquilibre économique peut être corrigé par l'application d'une formule monétaire et économique, et ce dans les cadres actuels de ce même système politique et monétaire actuel et par de simples redressements de certains chiffres dans divers domaines.

Tout cela peut se faire par notre gouvernement actuel, monsieur le président. Même si le Canada fait très bonne figure aux sommets économiques des 7, des 15 et des 125 pays les plus fortunés du monde, il y a certainement place au Canada pour nos 24 millions de Canadiens qui attendent avec impatience une réforme monétaire pour mieux harmoniser le partage de nos ressources naturelles.

Ici au pays la mère de famille n'a aucun salaire pour le travail maternel et domestique qu'elle effectue. L'étudiant ou l'étudiante qui fréquente nos institutions d'enseignement n'a aucun salaire. Les citoyens et les travailleurs sont plus taxés que la plupart des sociétés.

Alors, monsieur le président, dans un pays riche comme le nôtre les citoyens demandent et exigent que leur gouvernement central fasse un retour à l'équilibre entre lui-même et ses citoyens et ses dirigeants. Le peuple canadien a placé son espoir dans ce gouvernement et attend une action réfléchie de ce même gouvernement qui est pourtant bien averti par l'opposition et par notre parti. Nous donnons des avertissements depuis longtemps, mais encore une fois, par sa servitude et son esclavage au service de ceux qui le maintiennent en place, il hésite à le faire, il ne peut se résoudre à agir sur la Banque du Canada ou à présenter un amendement à la loi sur la Banque du Canada de façon à permettre à celle-ci d'effectuer des prêts soit à son gouvernement central, soit aux provinces, soit aux municipalités, et ce aux taux d'administration, comme elle consent d'ailleurs depuis de nombreuses années pour de nombreux pays, des prêts de 60 ans et plus, et ce sans intérêt, mais ici nous disons que nous devrions, pour le bon fonctionnement de nos institutions, au moins exiger le coût de l'administration.

Le gouvernement devrait, à mon avis, être honteux d'afficher un déficit de l'ordre de 9 milliards de dollars, quand le peuple sait fort bien que les 11 banques à charte ont, pendant la même période de temps, accumulé un actif net d'au delà de 25 milliards de dollars. Si je sais encore compter, 9 plus 25

font 34 milliards de dollars de différence entre la banque privée et le peuple canadien et le gouvernement qui administre le peuple canadien.

Alors qui est le mieux administré? Est-ce que ce sont les banques ou le peuple canadien, monsieur le président? Je laisse aux honorables députés le choix de tirer leur conclusion.

Du train où vont les choses, le peuple moyen et le petit peuple ne peuvent plus respirer, et tôt ou tard, cela tournera «cassaque», comme on dit en bon Gaspésien. La seule manière de s'en sortir, c'est tout simplement que le gouvernement redevienne souverain et qu'il reprenne le contrôle du sang économique de son pays. Autrement, nous sommes «foutus».

Cet après-midi, mon collègue de la circonscription de Bellechasse (M. Lambert), qui prenait part au débat, rappelait au gouvernement qu'il y a près de 40 ans, le chef du gouvernement libéral d'alors disait qu'un gouvernement qui ne contrôle pas son crédit et sa monnaie n'est pas digne de représenter un pays, et cet homme était l'honorable Lyon Mackenzie King. A ce que je sache, il n'était pas et n'a jamais été un adepte de la philosophie du major Douglas, mais pourtant, comme il disait vrai cet homme! Et ses paroles sont d'autant plus vraies aujourd'hui qu'autrefois. Malheureusement, le gouvernement fait toujours la sourde oreille et est toujours aux prises avec les mêmes difficultés, et ce pour ne pas avoir écouté les paroles de sagesse de leur chef bien-aimé d'alors.

● (2142)

Alors, monsieur le président, cette année, comme je l'ai dit tantôt, le Canada va faire un déficit de 9 milliards, peut-être plus, ce qui est en réalité 4 milliards de plus que l'an dernier. Alors il faut se demander qui va rembourser ces 4 milliards en plus des intérêts. Qui va rembourser cela? C'est vous mademoiselle, c'est vous monsieur, jeune homme, c'est vous monsieur le cultivateur, c'est vous monsieur l'industriel, c'est vous monsieur le professionnel, c'est vous tous ensemble, vous, monsieur le président, et nous tous. Alors ce n'est pas facile à envisager quand on pense que la dette nationale excède les 40 ou 48 milliards. Comme je le disais cet après-midi, actuellement nous payons 25 millions par jour seulement en intérêts. Cela laisse songeur quand on pense qu'il n'y a pas d'amélioration à l'horizon et qu'on ne semble pas vouloir changer le fusil d'épaule.

Monsieur le président, notre dollar est gravement malade, et ce n'est pas avec les remèdes que le gouvernement lui administre chaque année qu'on va le guérir. A quoi sert de construire de grosses bâtisses, l'hôpital que nous avons ici sur la rue Wellington à Ottawa, à quoi sert-il si nous ne pouvons nous en servir pour soigner notre dollar moribond? Alors, monsieur le président, faisons donc en sorte, autant que nous sommes, pour que le symbole de notre richesse naturelle qui est construit sur la rue Wellington soit le symbole de nos véritables richesses. Faisons en sorte que cette institution qu'est la Banque du Canada fonctionne comme elle devrait fonctionner, savoir qu'elle émette les crédits nécessaires à l'expansion et au mieux-être de chaque Canadien, et ce en concordance avec notre magnifique production, notre produit national brut, qui est, comme je l'ai dit tantôt, de l'ordre de 190 milliards de dollars.

Alors, monsieur le président, j'ose croire que les paroles de sagesse et de bons sens qui vont être prononcées au cours de ce débat sauront réveiller le gouvernement et le disposer à comprendre que dans le système actuel, comme je le disais tantôt,